

repondent-elles, l'Ontario a elle-même fait l'inventaire des capitalistes canadiens qui pourraient éventuellement se lancer dans pareille entreprise. De ce nombre se trouvait M. McMahon. La province n'a trouvé devant elle que le vide. Les déclarations ontariennes ne renfermaient pas un seul mot de reproche à l'égard des conservateurs fédéraux, mais les conclusions à tirer étaient claires et leurs effets dévastateurs.

Ils sont engagés:

Il semble que le chef de l'opposition, M. Drew, et ses tenants au Parlement (y compris les députés ontariens) persisteront dans leur attitude. De toute façon, ils se sont engagés trop avant pour pouvoir reculer même sous une pression exercée par Queen's Park. La lutte engagée contre *Trans-Canada Pipe Lines Limited*, qualifiée "d'instrument choisi" de la politique canadienne en matière de pipe-lines sera menée jusqu'au bout.

Jusqu'au bout de quoi?

Une voix: Les conservateurs.

M. Johnston (Bow-River): Une lutte jusqu'au bout pour empêcher l'aménagement du pipe-line transcanadien, qu'elle soit bonne ou mauvaise. Telle est leur attitude. Qu'il me soit permis, en outre, d'exposer la politique conservatrice ainsi qu'en témoigne le *Journal* d'Ottawa et de vous dire que c'est là le nœud de toute l'affaire. Le 7 avril, le *Journal* d'Ottawa a publié en éditorial la rubrique suivante:

Pourquoi toute cette hâte effrénée au sujet de ce pipe-line à gaz de l'Alberta?

Je veux souligner ces mots: "ce pipe-line à gaz de l'Alberta". L'éditorial se lit ainsi:

M. Frank McMahon, appelé le "promoteur multimillionnaire de l'industrie du pétrole et du gaz de l'Alberta", surgit brusquement pour dire...

J'aime cette expression "surgit brusquement".

...que lui et ses associés entreprendront l'aménagement d'un pipe-line à gaz entièrement canadien sans l'aide de l'État.

Qu'on remarque bien ceci; c'est le nœud de toute l'affaire:

Même s'il se produisait un retard, quelle différence si grave cela ferait-il? A lire certains journaux et à entendre certains politiciens on pourrait avoir l'impression que si le pipe-line albertain n'est pas aménagé d'ici deux ans la moitié de la population de l'Est canadien mourra de froid faute de combustible et nos fabriques fermeront leurs portes pour la même raison.

C'est parfaitement idiot; c'est presque de l'hystérie. Aucun habitant de l'Est canadien, de Toronto ou d'ailleurs, ne périra de froid et aucune cheminée d'usine ne sera inactive si aucun pied cube de gaz albertain n'atteint l'Est canadien cette année, l'an prochain ou l'année suivante; on dispose de trop d'autres formes de combustible.

Voilà précisément l'attitude qu'adopte à la Chambre le parti conservateur. Il ne veut pas que le gaz albertain se vende ici pour aider aux provinces de l'Ouest canadien et il ne veut même pas que l'industrie ni la population d'Ontario bénéficie de ce com-

[M. Johnston (Bow-River).]

bustible à bon marché. Voilà toute sa thèse en résumé.

M. le président: Je dois, à regret, signaler à l'honorable député qu'il a épuisé son temps de parole. Permettez-moi d'ajouter que j'ai pris à mon compte une grande partie du temps consacré au rappel au Règlement et que je n'en ai compté à l'honorable député qu'une faible partie.

M. Johnston (Bow-River): Je ne suis qu'au milieu de mes observations, je les terminerai une autre fois.

Mme Shipley: Comme la plupart des honorables députés le savent, je représente la région d'Ontario qui a rendu bien plus difficile le financement du pipe-line. On comprend quel vif intérêt la mesure m'inspire. Tout au long de ces pourparlers j'ai suivi très attentivement tous les changements, toutes les déceptions. Aucune des étapes franchies ne laissa indifférents mes commettants. Nous avons déjà eu, dans la province d'Ontario, des pénuries d'énergie. Le chef de l'opposition ne l'ignore assurément pas. Or l'actuel gouvernement ontarien est bien résolu à ce que cela ne se produise plus.

Aujourd'hui, au point précis où en est rendu ce débat, je voudrais m'attacher avant tout aux critiques formulées par l'opposition. Je n'ai passé ici que trois sessions, mais je n'en ai pas moins constaté que plus discutabile est le point de vue de l'opposition officielle et plus rares sont ses arguments, plus violentes sont les attaques de son chef. Hier, me semble-t-il, c'était un comble. Ne disposant d'à peu près aucun argument valable il en a été réduit à des attaques personnelles contre notre chef et notre ministre.

C'est avec beaucoup de plaisir que j'ai entendu tout à l'heure le président interdire l'emploi de l'expression "phoques bien dressés". Je ne saurais revenir, paraît-il, sur cette expression. Elle a été jugée inadmissible, mais ce n'en est qu'une parmi d'autres auxquelles je songe. Je rappelle ici les injures dont le chef de l'opposition a accablé les simples députés de mon parti. Y a-t-il pourtant une raison au monde pour laquelle les hommes et les femmes du Canada qui ont été désignés pour siéger ici par leurs commettants, parce que ces derniers les jugeaient capables de s'occuper de leurs affaires, aient à se laisser traiter sans broncher de "otaries savantes", de "bande de chahuteurs", de "moutons", de "claque", d'"esclaves de la ligne du parti", simplement parce que nous manifestons de la loyauté envers notre chef et de l'unité entre nous?

M. le président: A l'ordre.